



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de la  
protection des populations du Bas-Rhin**

Service protection animale et environnement  
14, rue du Maréchal-Juin  
Cité administrative  
CS 50016  
67084 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 18/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCEA ROMAIN MARTIN**

11 route de Wilshausen  
67270 Hochfelden

Code AIOT : 0056700301

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement SCEA ROMAIN MARTIN implanté 11 route de Wilshausen 67270 Hochfelden. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est programmée à la suite des "porter à connaissance" déposés le 13/11/2023 et 04/12/2025, en lien avec un projet de réhabilitation d'un bâtiment d'élevage et du réexamen IED qui reste à finaliser.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA ROMAIN MARTIN
- 11 route de Wilshausen 67270 Hochfelden
- Code AIOT : 0056700301
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA ROMAIN MARTIN est un élevage de poules pondeuses soumis à autorisation (IED). L'installation comporte, à date du contrôle, 3 bâtiments d'élevage, une fabrique d'aliments à la ferme et un centre d'emballage d'œufs.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Dossier de	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	réexamen	27/12/2013, article 42-I	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
4	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
5	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Sans objet
6	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Sans objet
7	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence d'atteinte à l'environnement. Le site est particulièrement propre et entretenu. Sur le volet administratif, des éléments sont à compléter pour permettre l'achèvement du réexamen IED et l'instruction du projet de réhabilitation d'un bâtiment d'élevage.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b>  Pour l'activité d'élevage et de stockage de gaz, la visite du site et l'examen des bons de livraisons des derniers lots mis en place ne met pas en évidence d'incohérence avec les éléments connus de l'administration au titre des ICPE. (Arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 4 avril 2011, "porter à connaissance" transmis le 3 novembre 2023 et le 4 décembre 2025).  Pour l'activité de combustion, en l'absence d'éléments précis sur la puissance des brûleurs à gaz des deux séchoirs en place, la situation administrative de cette activité reste à déterminer.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit compléter le "porter à connaissance" du 4 décembre 2025 avec les données relatives à la puissance thermique des brûleurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Propreté – Insectes – Rongeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<b>Constats :</b>
<p>La visite du site n'a pas mis en évidence de non-conformité à ces dispositions.</p> <p>L'installation fait l'objet d'un plan de lutte contre les nuisibles, géré en interne.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>[...]</p>

<b>Constats :</b>  L'installation dispose de deux réserves incendies qui s'ajoutent au poteau incendie communal situé devant le site. Les extincteurs attendus sont présents et ont fait l'objet d'une vérification en 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.  L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus. Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente un compte rendu de diagnostique technique par thermographie infrarouge (maintenance préventive) en date du 2 juin 2025 et un compte rendu de vérification périodique (Q18) des installations électriques en date du 3 juin 2025. Ces comptes rendus ne font pas état d'anomalies récurrentes. La citerne de gaz, louée, fait l'objet d'un entretien annuel par le fournisseur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Accès aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.
<b>Constats :</b>  L'accès à la zone professionnelle de l'installation est délimité par de la rubalise. Des panneaux interdisant l'accès sont apposés sur les bâtiments d'élevage.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 6 : Collecte et stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.  Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  Les effluents solides (litière + fientes) sont collectés et acheminés vers une installation de méthanisation (stockage sur site de quelques jours maximum). Les effluents liquides sont collectés dans une fosse puis épandus sur les parcelles de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bâtiments sont correctement ventilés.  L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.  En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.  Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ; - dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.
<b>Constats :</b>  La visite de l'installation n'a pas mis en évidence de non-conformité à ces dispositions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Dossier de réexamen**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ;</li> <li>- le 21 février 2019 pour les autres installations.</li> </ul> <p>A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice ( <a href="http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/">http :// www. elevage-ied. developpement-durable. gouv. fr/</a>) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement.</p> <p>L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le réexamen IED de l'installation reste en cours. A l'issue de l'instruction du dernier "porter à connaissance" transmis le 4 décembre 2025 et de la visite du site, des précisions restent à apporter</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les précisions à apporter afin de finaliser le réexamen IED de l'installation sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la puissance thermique des brûleurs des deux séchoirs à maïs ;</li> <li>- la consommation d'eau actuelle et celle prévisible après remise en service du bâtiment M04 ;</li> <li>- un plan des installations précisant les installations de gestion des eaux de nettoyage et de désinfection du bâtiment M04 après remise en service ;</li> <li>- le contrat de fournisseur d'effluents à l'installation de méthanisation, précisant le cas échéant la prise en charge des effluents liquides ;</li> <li>- un tableur "GEREP" après remise en service du bâtiment M04.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>